

suivirent ne permirent cependant pas à ce parti de reprendre les négociations avec la Grande-Bretagne sans se discréditer complètement aux yeux des masses. Les classes dominantes, dirigées par le roi Farouk, décidèrent alors de se débarrasser du Wafd. L'occasion se présenta le 26 janvier quand l'énorme indignation des masses du Caire fut déviée par des agents provocateurs du roi vers l'incendie et le pillage de propriétés d'étrangers. Nahas fut chassé du pouvoir et Ali Maher le remplaça. Il devait s'efforcer de constituer un front commun des partis royalistes et du Wafd pour reprendre les négociations avec la Grande-Bretagne. Quand cette tentative échoua, Hilali prit le pouvoir afin de réprimer le Wafd et de se mettre d'accord avec les impérialistes dans le cadre du *Middle East Pact* (Pacte du Moyen-Orient). Mais Hilali échoua à son tour ; il ne put ni briser la popularité du Wafd ni construire son propre parti de masse. En même temps, le Wafd fit savoir aux Américains qu'il n'était nullement hostile à la participation à un Pacte du Moyen-Orient (au cas où il reviendrait au pouvoir), surtout si le partenaire principal en était non la Grande-Bretagne mais les Etats-Unis. Hilali devait donc s'en aller ; mais le roi ainsi que le Wafd préférèrent que le pouvoir ne soit pas immédiatement retransmis à Nahas Pacha mais à Sirri Pacha, qui ferait la transition à un retour au pouvoir du Wafd et organiserait de nouvelles élections. Mais en tant que gouvernement de transition, le cabinet Sirri Pacha ne pouvait négocier sérieusement avec les Occidentaux. Quand Hilali lui succéda après trois semaines, pour des raisons intérieures, toutes les chances d'accord s'étaient à nouveau évanouies. Hilali avait déjà prouvé une fois qu'il ne pouvait pas écraser le Wafd, et tout accord avec la Grande-Bretagne qui n'é-

tait pas appuyé par le Wafd était sans signification. De cette impasse, Neguib promit de sortir en faisant miroiter la perspective d'un accord avec les puissances occidentales conclu sous la pression de sa dictature militaire, soit avec le consentement du Wafd soit en passant par son écrasement.

C) L'armée.

Le mécontentement des jeunes officiers date de la guerre de Palestine. Ils avaient alors acquis le sentiment que la corruption dans les couches dominantes était en partie responsable de l'approvisionnement défectueux du front, donc de la défaite. Les procès d'armement ont révélé publiquement ces scandales. En décembre 1951, le général Neguib fut élu président du club des officiers du Caire, contre le candidat du roi Farouk qui désirait donner ce poste à un haut officier de la vieille garde corrompue. Plus tard, on ferma le club d'officiers. Lorsque les troubles du Caire éclatèrent, le 26 janvier dernier, l'impuissance des classes dominantes et de la Cour se révéla de façon impressionnante. Seule l'armée fut capable de sauver la situation. L'amertume de l'armée envers l'aristocratie et sa confiance dans ses propres forces ne pouvaient que grandir dans ces événements. Neguib réclama pour lui le ministère de la Guerre dans le cabinet Sirri Pacha. Le roi y opposa son veto. Lorsque Hilali nomma Ismail Sherin, beau-frère du roi, comme ministre de la Guerre, l'indignation des officiers fut à son comble. Les jeunes officiers se posèrent la question : si les classes dominantes corrompues d'Égypte sont incapables de gouverner sans s'appuyer sur l'armée, pourquoi cette armée ne pourrait-elle pas prendre elle-même le pouvoir ? Voilà la troisième cause du coup d'Etat du 23 juillet.

II. — NEGUIB ET L'ANCIEN REGIME

Pour mesurer la profondeur de l'intervention de Neguib et de ses officiers dans la société égyptienne et analyser les possibilités révolutionnaires ainsi ouvertes, il faut examiner l'évolution qui s'est produite depuis le coup d'Etat dans les domaines suivants : a) la cour et le clergé ; b) les relations avec le capital étranger et l'impérialisme ; c) la question agraire ; d) la question ouvrière.

Le départ de Farouk constitue sans aucun doute un énorme ébranlement révolutionnaire de la société égyptienne. Farouk était le symbole de l'aristocratie corrompue qui domina l'Égypte. Les démonstrations de masse spontanées qui, au Caire et à Alexandrie, accompagnèrent son départ, sont des indices très nets de la haine populaire envers cette classe dominante pillarde. Elles indiquèrent en même temps à quel point les masses, si elles avaient possédé une direction révolutionnaire, étaient prêtes à renverser avec enthousiasme et dyna-

misme toute la structure sociale surannée du pays. Pas de doute que Neguib et ses officiers ne représentent nullement une telle direction. Neguib lui-même n'avait pensé tout au plus qu'à limiter les prérogatives royales. Quand Farouk organisa sa riposte, il fallut bien le chasser. La constitution monarchique fut maintenue et les portes du Palais Abdin furent ouvertes à trois régents, dont un de la famille royale. La liste civile a bien été réduite de 1,3 million à 800.000 livres, et on parle d'une réforme constitutionnelle prudente par une assemblée constituante qu'il reste à convoquer. Elle aurait à réduire les droits du roi quant à la dissolution du Parlement et à la révocation des gouvernements. Mais tout cela, c'est de la musique de l'avenir ; ce qui est certain, c'est que les fondements ne doivent pas être modifiés. Ali Maher, premier ministre de Neguib, déclara : « une révision ne changera nullement ses principes fon-